

**ROYAL BAKING POWDER**

Absolument pure

Poudre faite avec la crème de tartre de raisin pur.

**Un cartel au comte Esterhazy.**

France Associée.

Kansas City, Missouri, 11 septembre.—Le capitaine Thomas Phelan et un pistolet, a lancé un cartel au comte Esterhazy. Il le provoqua à un duel en défense du capitaine Dreyfus.

Le capitaine Phelan a déjà eu plusieurs affaires personnelles. Il est marié, dit-on, par plusieurs juifs bien connus de Kansas City, qui lui ont financé son voyage en Angleterre pour rencontrer Esterhazy.

La lettre du capitaine Phelan est ainsi conçue:

Kansas City, Missouri, 11 septembre.

Au comte Esterhazy, Upper Gloucester Place, Dorset Square, Londres, Angleterre.

Monsieur.

Vous croyant l'instigateur, le complice responsable de toutes les misères et tribulations de capitaine Dreyfus qui vient d'être condamné de nouveau comme traître à son pays, et parce que Dreyfus ne peut pas vous rencontrer et vous demander satisfaction pour les malheurs que vous avez accumulés sur lui, je viens, moi, un Irlandais n'appartenant pas à sa race ni à sa religion, qui croit qu'un homme ne doit pas être puni à cause de sa religion, prendre volontairement sa place sur le champ d'honneur, à l'endroit et au moment que vous désignerez, le lieu de la rencontre devant être sur un terrain neutre.

Je suis respectueusement,

THOMAS PHELAN,

Ex-capitaine des volontaires des Etats-Unis.

**Le capitaine Phelan.**

Kansas City, Missouri, 11 septembre.—Le cartel du capitaine Phelan a été envoyé aujourd'hui à Esterhazy.

Phelan est l'homme qui a dénoncé le complot formé pour faire sauter à la dynamite le vapeur anglais Queen.

O'Donovan Rossa l'a accusé d'être un traître envers l'Irlande.

Subséquentement, en janvier 1885, Phelan s'est rendu au bureau d'O'Donovan Rossa, à New York, où il a reçu plusieurs blessures. On a considéré sa guérison comme un miracle.

**A JACKSON.**

France Associée.

Jackson, Mississippi, 11 septembre.—A une séance spéciale tenue ce matin le conseil municipal de Jackson a voté des résolutions engageant la population à rester calme et à ne pas se laisser frapper de panique à cause de l'apparition d'une fièvre comme celle de l'an dernier.

La quarantaine d'état contre la Nouvelle-Orléans a été mise en vigueur à midi.

Des inspecteurs sont dans tous les trains venant de cette ville. Les trains de l'Illinois Central s'arrêtent toujours à la gare pour prendre et débarquer des voyageurs.

Les trains des lignes de l'Alabama et de Vicksburg et de Yazoo et Mississippi Valley s'arrêtent en dehors de la ville.

Le docteur Murray, du service des hôpitaux de la marine, ne doute pas que la fièvre jaune à Jackson ne provienne de la Nouvelle-Orléans.

L'état du seul malade n'est un peu amélioré la nuit dernière, et il était beaucoup mieux ce matin.

**Combat entre Cowboys et Gardes mexicains.**

France Associée.

San Francisco, Californie, 11 septembre.—Un journal du matin publie une dépêche de Benson, Arizona, annonçant que dans un combat, à Naco, entre des cowboys et des gardes mexicains plusieurs hommes ont été tués.

Le «Chronicle» a reçu la dépêche suivante:

Benson, Arizona.

Une bataille s'est engagée à Naco entre des cowboys et des gardes mexicains. Deux hommes ont été tués. Il y a des blessés des deux côtés.

**La réception du capitaine Dyer à Baltimore.**

France Associée.

Baltimore, Maryland, 11 septembre.—Les préparatifs de la réception du capitaine N. Mayo Dyer, commandant du croiseur Baltimore, et de la remise de l'épée d'honneur que lui a votée le conseil municipal en reconnaissance de sa bravoure à Manille, sont terminés.

Les cérémonies ont commencé aujourd'hui par l'arrivée du récipiendaire, qu'un comité à la tête duquel se trouvait le colonel Willard Howard, du quatrième régiment de la garde nationale du Maryland, escortait de Wilmington, Delaware.

Il y a eu une courte réception dans le bureau du maire Meister.

Il y aura dans l'après-midi de demain une parade militaire à laquelle prendront part toutes les milices de l'état, la réserve navale du Maryland, les garnisons des divers forts du voisinage et de nombreuses organisations, y compris les membres de la Grande Armée de la République de l'état.

La remise de l'épée aura lieu ensuite à l'hôtel de ville.

Après une réception au Parc de Riverdale un banquet sera donné à l'hôtel Reaner. Ce banquet sera remarquable. Le secrétaire d'état Hay, le contre-amiral Schley, l'adjudant-général Corbin, le général major Miles et d'autres personnages distingués y prendront part.

**Les méthodes de Chicago.**

France Associée.

Chicago, Illinois, 11 septembre.—Les membres de l'Association des ministres méthodistes de Chicago, à la réunion régulière tenue aujourd'hui, ont protesté contre l'initiative commise dans l'affaire Dreyfus.

Une commission a été nommée pour prendre en considération la convenance de contribuer au fonds du monument Lafayette offert à la France.

Robert J. Thompson, secrétaire de la commission du monument Lafayette, dit qu'il ne s'inquiète guère des mesures qui seront prises en conséquence de l'affaire Dreyfus.

Les travaux, dit-il, sont arrivés à un point où les critiques ne peuvent pas les affecter.

Nous avons recueilli plus de \$106,000, et nous n'avons pas besoin de l'aide d'organisations religieuses, et nous n'en avons pas reçu.

**Le nouveau commandant de la station navale du nord de l'Atlantique.**

France Associée.

Washington, 11 septembre.—Les autorités du département de la marine ont décidé de nommer le contre-amiral Farquhar au commandement de la station navale du nord de l'Atlantique, en remplacement du contre-amiral Sampson, qui prendra le commandement de l'arsenal de Boston.

**Mort du vicomte Clifden.**

France Associée.

Londres, 11 septembre.—Le vicomte Clifden, âgé de soixante et onze ans.

**Le gouvernement américain et l'exposition de Paris.**

France Associée.

Washington, 11 septembre.—On croit qu'à la réunion du Congrès il y aura une agitation considérable à propos d'une proposition tendant à faire renouer le gouvernement américain à sa participation à l'exposition de Paris.

On sait que les remarques hostiles à l'exposition faites par le sénateur Stewart rencontrent une grande faveur, et on pense que si la condamnation de Dreyfus est maintenue, il n'y aura que peu de sentiments amicaux pour la France parmi les membres de la Chambre ou du Sénat.

Chendant, un tel mouvement serait grave. On fait remarquer que le rappel de la participation à l'exposition serait considéré comme une insulte officielle à la France.

Aucune nouvelle législation du Congrès n'est nécessaire pour exécuter les plans du pays pour l'exposition. \$1,200,000 environ ont déjà été votés pour les dépenses de la commission et l'exposition est constituée et l'espace nécessaire pour l'exposition américaine a été obtenu. Le Congrès ne peut maintenant intervenir que de deux façons, soit en retirant les crédits que la commission n'a pas encore dépensés, soit en adoptant une résolution déclarant qu'à cause de l'état incertain des affaires, les objets de valeur composant l'exposition du gouvernement ne seront pas envoyés à Paris. L'une ou l'autre de ces mesures serait suffisante, croit-on, pour rompre toutes relations amicales entre les deux pays.

Le Congrès et le département d'état verront peut-être les choses sous des jours différents.

Le Président et le secrétaire d'état, ayant la responsabilité du maintien des relations avec les gouvernements étrangers, ne peuvent pas trouver dans cette affaire une raison d'engager le pays dans une complication internationale; et il est probable que le gouvernement usera de son influence pour prévenir toute action irrésolue.

A moins que le Congrès ne le décide expressément, le gouvernement continuera les préparatifs de son exposition et enverra à Paris tout ce qu'il a décidé d'y envoyer, mais ceci sera fait avec la conviction qu'une grande partie de l'espace obtenu avec tant de peine pour les expositions particulières restera probablement vide. On ne doute guère que la latitude permise à tout citoyen particulier ne soit activement employée au sujet de la participation à l'exposition.

Une autre difficulté dans les efforts tentés pour empêcher la participation à l'exposition se trouvera dans le fait qu'avant l'ouverture de la session du Congrès, la plus grande partie de l'exhibition du gouvernement sera emballée et en route pour Paris. L'exposition s'ouvre en avril, et les travaux de transport et de préparatifs doivent commencer plusieurs mois auparavant.

Jusqu'aujourd'hui, dit-on, les préparatifs de l'exposition du gouvernement ne sont pas encore commencés, mais les travaux seront entrepris dès que les fonctionnaires seront prêts.

Le représentant Hepburn, de l'Iowa, dit aujourd'hui qu'il a cessé de s'émouvoir du système de justice militaire français après avoir vu la façon dont était conduit le procès de Dreyfus. De telles procédures et un tel verdict ne seraient pas possibles aux Etats-Unis. Il ne croit pas que cette affaire affecte d'aucune façon les relations diplomatiques entre les Etats-Unis et la France, et il ne pense pas qu'elle détourne les exposants américains de la prochaine exposition.

**Plutôt un Bon Ratissage.**

M. P. J. Moran, dans un article dans le «Constitution», dit: «Pour illustrer la manière dont les fermiers du pays ont fait des pertes jusqu'ici, il est seulement nécessaire de répéter la déclaration faite récemment par M. Hester, de la Nlle-Orléans, qui dit qu'il y a cent mille bœufs de coton recueillis dans une année dans cette ville, plus de trente-cinq mille bœufs avaient été faites avec les échantillons qui avaient été impitoyablement attachés aux balles par les hommes qui les manipulaient, et ces balles auraient dû aller dans les paroisses de la Louisiane. La belle Roundlap de la American Cotton Company n'a pas pour mot d'ordre de protéger les intérêts économiques, d'empêcher l'injuste tribut d'être prélevé sur le fermier.

**Inondation de forêts près de Marseille.**

France Associée.

Marseille, France, 11 septembre.—De désastreuses inondations font rage dans les bois situés près de Marseille et de Toulon. Au moins dix milles de forêt sont déjà détruits.

De nombreux châteaux ont été la proie des flammes, et d'autres sont menacés.

**Recommandation de clémence.**

France Associée.

Rennes, France, 11 septembre.—Les juges de la cour martiale ont signé une recommandation formelle de clémence dans le cas du capitaine Dreyfus.

Le but de recommandation est d'éliminer de la peine la dégradation.

La recommandation sera remise au général Lucas, qui la transmettra au Président Loubet.

Quand un message de Me Labori a informé Dreyfus de cette demande, le prisonnier s'est montré très ému et a dit: J'ai encore de l'espoir.

**L'opinion du «Journal des Débats».**

France Associée.

Paris, France, 11 septembre.—Le «Journal des Débats» dit qu'il espère qu'après le verdict de Rennes le sentiment d'humanité se donnera libre carrière, même dans le plus désespéré des conflits.

L'opinion publique, ajoute-t-on, est universellement préparée à l'éventualité du pardon de Dreyfus.

**Incendie de forêts près de Marseille.**

France Associée.

Marseille, France, 11 septembre.—De désastreuses inondations font rage dans les bois situés près de Marseille et de Toulon. Au moins dix milles de forêt sont déjà détruits.

De nombreux châteaux ont été la proie des flammes, et d'autres sont menacés.

**Recommandation de clémence.**

France Associée.

Rennes, France, 11 septembre.—Les juges de la cour martiale ont signé une recommandation formelle de clémence dans le cas du capitaine Dreyfus.

Le but de recommandation est d'éliminer de la peine la dégradation.

La recommandation sera remise au général Lucas, qui la transmettra au Président Loubet.

Quand un message de Me Labori a informé Dreyfus de cette demande, le prisonnier s'est montré très ému et a dit: J'ai encore de l'espoir.

**Panique à Tampa.**

France Associée.—

Washington, 11 septembre.—Le docteur Altres, du service des hôpitaux de la marine, annonce un décès causé par la fièvre jaune à Port-Tampa, Floride, ce matin. Il ajoute que l'autopsie a établi le fait que le diagnostic original, fièvre jaune, était correct. La source d'infection est un remorqueur. Il a été isolé. Cinquante personnes employées sur des remorqueurs sont surveillées. Une petite station de quarantaine est établie.

Le docteur Altres ajoute qu'une inspection domiciliaire est ordonnée, mais qu'aucune quarantaine n'est établie contre la ville. Il dit aussi qu'il n'y a aucune raison de s'alarmer, mais que soixante-quinze personnes ont pris le train hier soir.

Le docteur Trotter qui est aussi à Tampa, dit qu'un sentiment de panique règne dans cette ville.

Le docteur Murray envoie de Jackson la dépêche suivante:

Le Mississippi maintient pour le moment une quarantaine sévère contre la Nouvelle-Orléans. La désinfection des matières postales n'est pas nécessaire. Il ne peut être permis à personne de quitter la ville, à moins d'être indemne et de faire désinfecter les bagages, et excepté ceux qui se rendent à des points ne pouvant pas être infectés pour y rester.

L'inspection des maisons commence demain. Hunter a pris toutes les mesures nécessaires pour contrôler la maladie.

Vicksburg a établi une quarantaine contre Jackson. Sanders nous dit qu'il n'a trouvé aucune trace de fièvre jaune à Vicksburg.

Des rapports reçus par le chirurgien général établissent que de nouveaux cas sont journellement constatés à Key West, et qu'il y a eu hier deux décès causés par cette maladie.

**Le gouvernement américain et l'exposition de Paris.**

France Associée.

Washington, 11 septembre.—On croit qu'à la réunion du Congrès il y aura une agitation considérable à propos d'une proposition tendant à faire renouer le gouvernement américain à sa participation à l'exposition de Paris.

On sait que les remarques hostiles à l'exposition faites par le sénateur Stewart rencontrent une grande faveur, et on pense que si la condamnation de Dreyfus est maintenue, il n'y aura que peu de sentiments amicaux pour la France parmi les membres de la Chambre ou du Sénat.

Chendant, un tel mouvement serait grave. On fait remarquer que le rappel de la participation à l'exposition serait considéré comme une insulte officielle à la France.

Aucune nouvelle législation du Congrès n'est nécessaire pour exécuter les plans du pays pour l'exposition. \$1,200,000 environ ont déjà été votés pour les dépenses de la commission et l'exposition est constituée et l'espace nécessaire pour l'exposition américaine a été obtenu. Le Congrès ne peut maintenant intervenir que de deux façons, soit en retirant les crédits que la commission n'a pas encore dépensés, soit en adoptant une résolution déclarant qu'à cause de l'état incertain des affaires, les objets de valeur composant l'exposition du gouvernement ne seront pas envoyés à Paris. L'une ou l'autre de ces mesures serait suffisante, croit-on, pour rompre toutes relations amicales entre les deux pays.

Le Congrès et le département d'état verront peut-être les choses sous des jours différents.

Le Président et le secrétaire d'état, ayant la responsabilité du maintien des relations avec les gouvernements étrangers, ne peuvent pas trouver dans cette affaire une raison d'engager le pays dans une complication internationale; et il est probable que le gouvernement usera de son influence pour prévenir toute action irrésolue.

A moins que le Congrès ne le décide expressément, le gouvernement continuera les préparatifs de son exposition et enverra à Paris tout ce qu'il a décidé d'y envoyer, mais ceci sera fait avec la conviction qu'une grande partie de l'espace obtenu avec tant de peine pour les expositions particulières restera probablement vide. On ne doute guère que la latitude permise à tout citoyen particulier ne soit activement employée au sujet de la participation à l'exposition.

Une autre difficulté dans les efforts tentés pour empêcher la participation à l'exposition se trouvera dans le fait qu'avant l'ouverture de la session du Congrès, la plus grande partie de l'exhibition du gouvernement sera emballée et en route pour Paris. L'exposition s'ouvre en avril, et les travaux de transport et de préparatifs doivent commencer plusieurs mois auparavant.

Jusqu'aujourd'hui, dit-on, les préparatifs de l'exposition du gouvernement ne sont pas encore commencés, mais les travaux seront entrepris dès que les fonctionnaires seront prêts.

Le représentant Hepburn, de l'Iowa, dit aujourd'hui qu'il a cessé de s'émouvoir du système de justice militaire français après avoir vu la façon dont était conduit le procès de Dreyfus. De telles procédures et un tel verdict ne seraient pas possibles aux Etats-Unis. Il ne croit pas que cette affaire affecte d'aucune façon les relations diplomatiques entre les Etats-Unis et la France, et il ne pense pas qu'elle détourne les exposants américains de la prochaine exposition.

**Plutôt un Bon Ratissage.**

M. P. J. Moran, dans un article dans le «Constitution», dit: «Pour illustrer la manière dont les fermiers du pays ont fait des pertes jusqu'ici, il est seulement nécessaire de répéter la déclaration faite récemment par M. Hester, de la Nlle-Orléans, qui dit qu'il y a cent mille bœufs de coton recueillis dans une année dans cette ville, plus de trente-cinq mille bœufs avaient été faites avec les échantillons qui avaient été impitoyablement attachés aux balles par les hommes qui les manipulaient, et ces balles auraient dû aller dans les paroisses de la Louisiane. La belle Roundlap de la American Cotton Company n'a pas pour mot d'ordre de protéger les intérêts économiques, d'empêcher l'injuste tribut d'être prélevé sur le fermier.

**Inondation de forêts près de Marseille.**

France Associée.

Marseille, France, 11 septembre.—De désastreuses inondations font rage dans les bois situés près de Marseille et de Toulon. Au moins dix milles de forêt sont déjà détruits.

De nombreux châteaux ont été la proie des flammes, et d'autres sont menacés.

**Recommandation de clémence.**

France Associée.

Rennes, France, 11 septembre.—Les juges de la cour martiale ont signé une recommandation formelle de clémence dans le cas du capitaine Dreyfus.

Le but de recommandation est d'éliminer de la peine la dégradation.

La recommandation sera remise au général Lucas, qui la transmettra au Président Loubet.

Quand un message de Me Labori a informé Dreyfus de cette demande, le prisonnier s'est montré très ému et a dit: J'ai encore de l'espoir.

**L'opinion du «Journal des Débats».**

France Associée.

Paris, France, 11 septembre.—Le «Journal des Débats» dit qu'il espère qu'après le verdict de Rennes le sentiment d'humanité se donnera libre carrière, même dans le plus désespéré des conflits.

L'opinion publique, ajoute-t-on, est universellement préparée à l'éventualité du pardon de Dreyfus.

**Incendie de forêts près de Marseille.**

France Associée.

Marseille, France, 11 septembre.—De désastreuses inondations font rage dans les bois situés près de Marseille et de Toulon. Au moins dix milles de forêt sont déjà détruits.

De nombreux châteaux ont été la proie des flammes, et d'autres sont menacés.

**Recommandation de clémence.**

France Associée.

Rennes, France, 11 septembre.—Les juges de la cour martiale ont signé une recommandation formelle de clémence dans le cas du capitaine Dreyfus.

Le but de recommandation est d'éliminer de la peine la dégradation.

La recommandation sera remise au général Lucas, qui la transmettra au Président Loubet.

Quand un message de Me Labori a informé Dreyfus de cette demande, le prisonnier s'est montré très ému et a dit: J'ai encore de l'espoir.

**L'opinion du «Journal des Débats».**

France Associée.

Paris, France, 11 septembre.—Le «Journal des Débats» dit qu'il espère qu'après le verdict de Rennes le sentiment d'humanité se donnera libre carrière, même dans le plus désespéré des conflits.

L'opinion publique, ajoute-t-on, est universellement préparée à l'éventualité du pardon de Dreyfus.

**Incendie de forêts près de Marseille.**

France Associée.

Marseille, France, 11 septembre.—De désastreuses inondations font rage dans les bois situés près de Marseille et de Toulon. Au moins dix milles de forêt sont déjà détruits.

De nombreux châteaux ont été la proie des flammes, et d'autres sont menacés.

**Recommandation de clémence.**

France Associée.

Rennes, France, 11 septembre.—Les juges de la cour martiale ont signé une recommandation formelle de clémence dans le cas du capitaine Dreyfus.

Le but de recommandation est d'éliminer de la peine la dégradation.

La recommandation sera remise au général Lucas, qui la transmettra au Président Loubet.

Quand un message de Me Labori a informé Dreyfus de cette demande, le prisonnier s'est montré très ému et a dit: J'ai encore de l'espoir.

**L'opinion du «Journal des Débats».**

France Associée.

Paris, France, 11 septembre.—Le «Journal des Débats» dit qu'il espère qu'après le verdict de Rennes le sentiment d'humanité se donnera libre carrière, même dans le plus désespéré des conflits.

L'opinion publique, ajoute-t-on, est universellement préparée à l'éventualité du pardon de Dreyfus.

**Incendie de forêts près de Marseille.**

France Associée.

Marseille, France, 11 septembre.—De désastreuses inondations font rage dans les bois situés près de Marseille et de Toulon. Au moins dix milles de forêt sont déjà détruits.

De nombreux châteaux ont été la proie des flammes, et d'autres sont menacés.

**Recommandation de clémence.**

France Associée.

Rennes, France, 11 septembre.—Les juges de la cour martiale ont signé une recommandation formelle de clémence dans le cas du capitaine Dreyfus.

Le but de recommandation est d'éliminer de la peine la dégradation.

La recommandation sera remise au général Lucas, qui la transmettra au Président Loubet.

Quand un message de Me Labori a informé Dreyfus de cette demande, le prisonnier s'est montré très ému et a dit: J'ai encore de l'espoir.

**L'opinion du «Journal des Débats».**

France Associée.

Paris, France, 11 septembre.—Le «Journal des Débats» dit qu'il espère qu'après le verdict de Rennes le sentiment d'humanité se donnera libre carrière, même dans le plus désespéré des conflits.

L'opinion publique, ajoute-t-on, est universellement préparée à l'éventualité du pardon de Dreyfus.

**Incendie de forêts près de Marseille.**

France Associée.

Marseille, France, 11 septembre.—De désastreuses inondations font rage dans les bois situés près de Marseille et de Toulon. Au moins dix milles de forêt sont déjà détruits.

De nombreux châteaux ont été la proie des flammes, et d'autres sont menacés.

**Recommandation de clémence.**

France Associée.

Rennes, France, 11 septembre.—Les juges de la cour martiale ont signé une recommandation formelle de clémence dans le cas du capitaine Dreyfus.

Le but de recommandation est d'éliminer de la peine la dégradation.

La recommandation sera remise au général Lucas, qui la transmettra au Président Loubet.

Quand un message de Me Labori a informé Dreyfus de cette demande, le prisonnier s'est montré très ému et a dit: J'ai encore de l'espoir.

**L'opinion du «Journal des Débats».**

France Associée.

Paris, France, 11 septembre.—Le «Journal des Débats» dit qu'il espère qu'après le verdict de Rennes le sentiment d'humanité se donnera libre carrière, même dans le plus désespéré des conflits.

L'opinion publique, ajoute-t-on, est universellement préparée à l'éventualité du pardon de Dreyfus.

**Lettre de Mme Morris à toutes les femmes et à toutes les mères.**

[Lettre à Mme Pinkham No 14,363.]

«J'ai pris huit bouteilles du Lydia E. Pinkham's Vegetable Compound avec les meilleurs résultats. J'étais mariée depuis quatre ans et avais eu deux enfants. J'étais dans un état d'accablement, j'avais une chute de la matrice avec tous ses désolants symptômes. Je m'étais fait soigner par un bon médecin, mais n'avais été que très peu soulagée par son traitement. Après avoir pris quelques bouteilles de votre médicament j'étais en état de faire mon travail et de nourrir mon enfant âgé de sept mois. Je récommande vos remèdes à toutes les femmes et à toutes les mères. Si j'en avais le temps, je le louerais bien plus longuement. Je souhaite que Dieu vous protège dans votre bonne œuvre.»—MME L. A. MORRIS, WELAKA, PUTNAM CO., FDE.

«CHÈRE MME PINKHAM.—Quand j'ai commencé l'usage de vos remèdes j'étais très malade. Toutes les semaines j'étais affligée de pertes abondantes qui m'affaiblissaient beaucoup. Je recevais les soins de deux des meilleurs médecins, mais ils ne semblaient me faire aucun bien.

«Ils disaient que mon mal était causé par la faiblesse et que je ne devais pas m'en inquiéter. J'étais toujours fatiguée et n'avais aucune ambition. J'ai eu de mal en pis jus qu'au jour où je commençai à prendre le Lydia E. Pinkham's Vegetable Compound. Je puis maintenant aider à la maison, et ma santé est bien meilleure.»—MME A. WALKER, CALLICOON DEPOT, N. Y.

**Le gouvernement américain et l'exposition de Paris.**

France Associée.

Washington, 11 septembre.—On croit qu'à la réunion du Congrès il y aura une agitation considérable à propos d'une proposition tendant à faire renouer le gouvernement américain à sa participation à l'exposition de Paris.

On sait que les remarques hostiles à l'exposition faites par le sénateur Stewart rencontrent une grande faveur, et on pense que si la condamnation de Dreyfus est maintenue, il n'y aura que peu de sentiments amicaux pour la France parmi les membres de la Chambre ou du Sénat.

Chendant, un tel mouvement serait grave. On fait remarquer que le rappel de la participation à l'exposition serait considéré comme une insulte officielle à la France.

Aucune nouvelle législation du Congrès n'est nécessaire pour exécuter les plans du pays pour l'exposition. \$1,200,000 environ ont déjà été votés pour les dépenses de la commission et l'exposition est constituée et l'espace nécessaire pour l'exposition américaine a été obtenu. Le Congrès ne peut maintenant intervenir que de deux façons, soit en retirant les crédits que la commission n'a pas encore dépensés, soit en adoptant une résolution déclarant qu'à cause de l'état incertain des affaires, les objets de valeur composant l'exposition du gouvernement ne seront pas envoyés à Paris. L'une ou l'autre de ces mesures serait suffisante, croit-on, pour rompre toutes relations amicales entre les deux pays.

Le Congrès et le département d'état verront peut-être les choses sous des jours différents.

Le Président et le secrétaire d'état, ayant la responsabilité du maintien des relations avec les gouvernements étrangers, ne peuvent pas trouver dans cette affaire une raison d'engager le pays dans une complication internationale; et il est probable que le gouvernement usera de son influence pour prévenir toute action irrésolue.

A moins que le Congrès ne le décide expressément, le gouvernement continuera les préparatifs de son exposition et enverra à Paris tout ce qu'il a décidé d'y envoyer, mais ceci sera fait avec la conviction qu'une grande partie de l'espace obtenu avec tant de peine pour les expositions particulières restera probablement vide. On ne doute guère que la latitude permise à tout citoyen particulier ne soit activement employée au sujet de la participation à l'exposition.

Une autre difficulté dans les efforts tentés pour empêcher la participation à l'exposition se trouvera dans le fait qu'avant l'ouverture de la session du Congrès, la plus grande partie de l'exhibition du gouvernement sera emballée et en route pour Paris. L'exposition s'ouvre en avril, et les travaux de transport et de préparatifs doivent commencer plusieurs mois auparavant.

Jusqu'aujourd'hui, dit-on, les préparatifs de l'exposition du gouvernement ne sont pas encore commencés, mais les travaux seront entrepris dès que les fonctionnaires seront prêts.

Le représentant Hepburn, de l'Iowa, dit aujourd'hui qu'il a cessé de s'émouvoir du système de justice militaire français après avoir vu la façon dont était conduit le procès de Dreyfus. De telles procédures et un tel verdict ne seraient pas possibles aux Etats-Unis. Il ne croit pas que cette affaire affecte d'aucune façon les relations diplomatiques entre les Etats-Unis et la France, et il ne pense pas qu'elle détourne les exposants américains de la prochaine exposition.

**Plutôt un Bon Ratissage.**

M. P. J. Moran, dans un article dans le «Constitution», dit: «Pour illustrer la manière dont les fermiers du pays ont fait des pertes jusqu'ici, il est seulement nécessaire de répéter la déclaration faite récemment par M. Hester, de la Nlle-Orléans, qui dit qu'il y a cent mille bœufs de coton recueillis dans une année dans cette ville, plus de trente-cinq mille bœufs avaient été faites avec les échantillons qui avaient été impitoyablement attachés aux balles par les hommes qui les manipulaient, et ces balles auraient dû aller dans les paroisses de la Louisiane. La belle Roundlap de la American Cotton Company n'a pas pour mot d'ordre de protéger les intérêts économiques, d'empêcher l'injuste tribut d'être prélevé sur le fermier.

**Inondation de forêts près de Marseille.**

France Associée.

Marseille, France, 11 septembre.—De désastreuses inondations font rage dans les bois situés près de Marseille et de Toulon. Au moins dix milles de forêt sont déjà détruits.

De nombreux châteaux ont été la proie des flammes, et d'autres sont menacés.

**Recommandation de clémence.**

France Associée.

Rennes, France, 11 septembre.—Les juges de la cour martiale ont signé une recommandation formelle de clémence dans le cas du capitaine Dreyfus.

Le but de recommandation est d'éliminer de la peine la dégradation.

La recommandation sera remise au général Lucas, qui la transmettra au Président Loubet.

Quand un message de Me Labori a informé Dreyfus de cette demande, le prisonnier s'est montré très ému et a dit: J'ai encore de l'espoir.

**L'opinion du «Journal des Débats».**

France Associée.

Paris, France, 11 septembre.—Le «Journal des Débats» dit qu'il espère qu'après le verdict de Rennes le sentiment d'humanité se donnera libre carrière, même dans le plus désespéré des conflits.

L'opinion publique, ajoute-t-on, est universellement préparée à l'éventualité du pardon de Dreyfus.

**Incendie de forêts près de Marseille.**

France Associée.

Marseille, France, 11 septembre.—De désastreuses inondations font rage dans les bois situés près de Marseille et de Toulon. Au moins dix milles de forêt sont déjà détruits.

De nombreux châteaux ont été la proie des flammes, et d'autres sont menacés.

**Recommandation de clémence.**

France Associée.

Rennes, France, 11 septembre.—Les juges de la cour martiale ont signé une recommandation formelle de clémence dans le cas du capitaine Dreyfus.

Le but de recommandation est d'éliminer de la peine la dégradation.

La recommandation sera remise au général Lucas, qui la transmettra au Président Loubet.

Quand un message de Me Labori a informé Dreyfus de cette demande, le prisonnier s'est montré très ému et a dit: J'ai encore de l'espoir.

**L'opinion du «Journal des Débats».**

France Associée.

Paris, France, 11 septembre.—Le «Journal des Débats» dit qu'il espère qu'après le verdict de Rennes le sentiment d'humanité se donnera libre carrière, même dans le plus désespéré des conflits.

L'opinion publique, ajoute-t-on, est universellement préparée à l'éventualité du pardon de Dreyfus.

**Incendie de forêts près de Marseille.**

France Associée.

Marseille, France, 11 septembre.—De désastreuses inondations font rage dans les bois situés près de Marseille et de Toulon. Au moins dix milles de forêt sont déjà détruits.

De nombreux châteaux ont été la proie des flammes, et d'autres sont menacés.

**Recommandation de clémence.**

France Associée.

Rennes, France, 11 septembre.—Les juges de la cour martiale ont signé une recommandation formelle de clémence dans le cas du capitaine Dreyfus.

Le but de recommandation est d'éliminer de la peine la dégradation.

La recommandation sera remise au général Lucas, qui la transmettra au Président Loubet.

Quand un message de Me Labori a informé Dreyfus de cette demande, le prisonnier s'est montré très ému et a dit: J'ai encore de l'espoir.

**L'opinion du «Journal des Débats».**

France Associée.

Paris, France, 11 septembre.—Le «Journal des Débats» dit qu'il espère qu'après le verdict de Rennes le sentiment d'humanité se donnera libre carrière, même dans le plus désespéré des conflits.

L'opinion publique, ajoute-t-on, est universellement préparée à l'éventualité du pardon de Dreyfus.

**Incendie de forêts près de Marseille.**

France Associée.

Marseille, France, 11 septembre.—De désastreuses inondations font rage dans les bois situés près de Marseille et de Toulon. Au moins dix milles de forêt sont déjà détruits.

De nombreux châteaux ont été la proie des flammes, et d'autres sont menacés.

**Recommandation de clémence.**

France Associée.

Rennes, France, 11 septembre.—Les juges de la cour martiale ont signé une recommandation formelle de clémence dans le cas du capitaine Dreyfus.

Le but de recommandation est d'éliminer de la peine la dégradation.

La recommandation sera remise au général Lucas, qui la transmettra au Président Loubet.

Quand un message de Me Labori a informé Dreyfus de cette demande, le prisonnier s'est montré très ému et a dit: J'ai encore de l'espoir.

**L'opinion du «Journal des Débats».**

France Associée.

Paris, France, 11 septembre.—Le «Journal des Débats» dit qu'il espère qu'après le verdict de Rennes le sentiment d'humanité se donnera libre carrière, même dans le plus désespéré des conflits.

L'opinion publique, ajoute-t-on, est universellement préparée à l'éventualité du pardon de Dreyfus.

**Incendie de forêts près de Marseille.**

France Associée.

Marseille, France, 11 septembre.—De désastreuses inondations font rage dans les bois situés près de Marseille et de Toulon. Au moins dix milles de forêt sont déjà détruits.

De nombreux châteaux ont été la proie des flammes, et d'autres sont menacés.

**Recommandation de clémence.**

France Associée.

Rennes, France, 11 septembre.—Les juges de la cour martiale ont signé une recommandation formelle de clémence dans le cas du capitaine Dreyfus.

Le but de recommandation est d'éliminer de la peine la dégradation.

La recommandation sera remise au général Lucas, qui la transmettra au Président Loubet.

Quand un message de Me Labori a informé Dreyfus de cette demande, le prisonnier s'est montré très ému et a dit: J'ai encore de l'espoir.



JAMES J. JEFFRIES. ROSS O'NEILL. JACK JEFFRIES.

Le champion pugiliste américain fait dans le moment une tournée en Europe. Partout où il est passé il a été fêté.

**DERNIERE HEURE.**

**Les juges de la cour martiale de Rennes et la dégradation de Dreyfus.**

France Associée.

Rennes, France, 11 septembre.—Par consentement mutuel les juges de la cour martiale ont exprimé aujourd'hui au Président de la République, par l'intermédiaire du général Lucas, commandant du corps d'armée de Rennes, leur sincère désir que Dreyfus ne subisse pas une nouvelle dégradation.

**Grand incendie à Paris.**

France Associée.

Paris, France, 11 septembre.—Un sérieux incendie a éclaté ce soir dans la rue Barbey, que des émeutiers anarchistes ont récemment envahi. Un grand magasin rempli de matériaux de tapissier a été détruit.

Quand les agents de police ont essayé de faire évacuer les rues des voyons les ont tués. Plusieurs pompiers ont été grièvement blessés.

Plus tard dans la soirée une bande d'individus criant «Vive l'anarchie» a tenté de pénétrer de force dans l'église St-Joseph.

Le sacristain, armé d'un fusil, est arrivé à la porte et a menacé de brûler la cervelle au premier homme qui entrerait.

Les perturbateurs se sont retirés. Quelques instants après des forces de police ont déblayé les rues. Dans la bagarre, un coup de revolver a été tiré sur l'officier commandant, mais personne n'a été atteint.

**Plutôt un Bon Ratissage**